

rêt des Canadiens, mais bien à l'étranger, dans l'intérêt des sièges sociaux étrangers.

Deuxièmement, si les sociétés canadiennes sont sous contrôle étranger, la recherche et le développement ne sont pas effectués au Canada. D'excellentes études révèlent que les entreprises sous contrôle étranger font infiniment moins de recherche et de développement au Canada que les entreprises sous contrôle canadien. Nous affichons le niveau de recherche et de développement le plus bas de tous les pays industrialisés, et le gouvernement permet une proportion de plus en plus grande de propriété étrangère dans nos secteurs clés. Cela veut dire qu'on effectuera encore moins de recherche et de développement ici, au Canada.

Les succursales canadiennes ne font pas de recherche et de développement. Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie l'a dit récemment.

Le marché de l'exportation est une autre raison qui doit pousser nos jeunes à se demander avec inquiétude où ils trouveront des emplois, que ce soit des emplois de cadre très rémunérateurs ou des emplois dans le domaine de la R-D pour lesquels ils sont formés aux frais des contribuables canadiens. Ces exportations seront-elles créées par une filiale canadienne dont le but est de servir exclusivement le marché canadien ou par la usine principale qui produit pour le marché mondial? Nous avons eu récemment l'exemple de Lumonics, le troisième plus gros fabricant d'équipement au laser du monde. Cette société canadienne a été vendue à une société japonaise, la Sumitomo. Il ne s'agissait même pas d'une entreprise conjointe en vue de commercialiser la technologie, mais d'une acquisition à 100 p. 100 par Sumitomo.

Cette proposition a été soumise à Investissement Canada. Hier, des fonctionnaires de cet organisme nous ont avoué qu'ils n'avaient rien fait pour trouver des capitaux canadiens pour augmenter les actifs de cette société. En fait, Investissement Canada est une farce. Entre 1982 et 1985, quand l'Agence d'examen de l'investissement étranger existait, environ 3 600 demandes de prises de contrôle d'entreprises canadiennes par des entreprises étrangères ont été examinées. Sept cents d'entre elles ont été rejetées ou retirées. L'Agence voyait à ce que les prises de contrôle effectuées par des étrangers soient à l'avantage du Canada.

Voyons ce qu'a fait Investissement Canada. Entre juillet 1985 et aujourd'hui, elle a reçu 651 demandes de prises de contrôle d'entreprises canadiennes. Le nombre de demandes rejetées après un examen préliminaire ne s'élève qu'à 6. Aucune de ces 651 demandes n'a été

Industrie, Sciences et Technologie—Loi

refusée. Les fonctionnaires d'Investissement Canada nous ont dit qu'ils discutaient avec certaines entreprises pour s'assurer qu'elles tiennent compte des intérêts du Canada, mais combien d'engagements cet organisme est-il prêt à demander à ces entreprises? On nous a répondu avec fierté que le nombre moyen d'engagements par prise de contrôle était de deux, soit beaucoup moins que dans le temps de l'Agence d'examen.

Investissement Canada ne dispose que de six années-personnes dans tout son personnel pour voir à ce que ces promesses soient tenues, mais il ne lui en faudrait probablement pas tant parce qu'il y a si peu de promesses à surveiller.

Avec le gouvernement actuel et Investissement Canada, les affaires passent avant tout et nous sommes à vendre sans restriction. Le gouvernement serait heureux de brader le Canada.

Pourquoi les Canadiens devraient-ils s'inquiéter? J'ai parlé des emplois, des marchés d'exportation mondiaux, de la recherche et développement et des emplois dans les sièges sociaux. Le problème est encore plus insidieux. Les chiffres montrent que durant les dix années qui se sont écoulées entre 1978 et 1987, les investissements extérieurs nets au Canada se sont élevés à 1,2 milliard de dollars. Autrement dit, les étrangers qui ont pris le contrôle des entreprises canadiennes ont investi plus de 1,2 milliard dans notre pays. Mais qu'en ont-ils retiré? Durant cette période, ils en ont tiré des bénéfices de l'ordre de 73 milliards de dollars. De plus, la valeur comptable nette de leurs investissements au Canada a augmenté de 55 milliards. Voilà à qui profite la prise de contrôle du Canada. Soixante-treize milliards de dollars sont allés à ces entreprises. Elles ont investi 1,2 milliard et leur valeur nette s'est accrue de 55 milliards. Parlez-moi d'une aide pour le Canada à long terme!

• (1600)

En nous opposant à ce projet de loi, monsieur le Président, nous tenons à faire valoir une thèse toute différente sur la façon d'assurer la prospérité économique de notre pays. Nous estimons que pour que le Canada soit fort, il faut que le gouvernement collabore avec le secteur privé, qu'il permette à l'entreprise privée d'être superconcurrentielle au plan international. Toutes les multinationales étrangères avec lesquelles nous entrons en compétition bénéficient d'un meilleur appui de la part de leurs gouvernements respectifs. Il nous faut donc mettre l'accent sur les activités de recherche et développement et sur l'éducation. Il nous faut planifier notre avenir économique en collaboration avec nos institutions financières, les syndicats, le patronat et les universités.